



Communiqué

## **25 ans après, rien n'a changé au BURUNDI**

Au moment où les Burundais commémorent le triste anniversaire de l'assassinat, le 21 octobre 1993, du Président Melchior NDADAYE, le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples - MRAP - s'associe au peuple burundais pour regretter ce triste événement. Mais il est tout autant regrettable qu'en cette circonstance, le pouvoir en place n'ait eu aucune pensée pour la multitude d'enfants, de femmes, de vieillards et de tous les Tutsi, de tout âge et de toute condition, qui ont été, dans la foulée, froidement massacrés, soit-disant pour « venger » le président.

Malheureusement, faut-il le souligner, la défense de la démocratie dont les tueurs se sont prévalus pour commettre ce génocide, car on ne saurait l'appeler autrement, même s'il n'excuse pas les autres tragédies que le Burundi a connues depuis son accession à l'indépendance, s'avère être le cadet des soucis du pouvoir en place. L'ironie du sort veut que ce soit au nom de cette même démocratie que le parti présidentiel CNDD-FDD, à l'époque où il était en rébellion armée, a commis les crimes les plus crapuleux et infligé au peuple burundais, durant toute une décennie, des souffrances indicibles.

Force est en effet de constater que depuis l'arrivée au pouvoir de Pierre NKURUNZIZA, en 2005, le Burundi s'enfoncé, chaque jour qui passe, dans un régime totalitaire. La grande crise qui continue à sévir aujourd'hui remonte au mois d'avril 2015, quand il a réprimé dans le sang les manifestations qui contestaient pacifiquement sa candidature à un troisième mandat anticonstitutionnel. Depuis lors, les manifestations ont cessé, mais le pouvoir de Bujumbura continue à persécuter les rares opposants qui n'ont pas pu rejoindre les quelques 400 000 de leurs compatriotes qui ont fui le pays. Depuis trois ans, les violations systématiques des droits humains (assassinats, torture, traitements inhumains et dégradants envers les prisonniers, disparitions forcées, etc.) persistent. La presse est muselée. Les rescapés du génocide d'octobre 1993 sont malmenés de toutes parts.

Le dernier haut fait du pouvoir de Bujumbura est de s'attaquer aux ONG qui risquent d'être les témoins de toutes ces exactions. Ce faisant, il prend en otage des personnes vulnérables. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, il a interrompu toutes les activités des ONG étrangères dans le pays. Il coupe ainsi une aide dont ont besoin des orphelins, des femmes victimes de viols, des veuves, des sinistrés et alors qu'une grande partie de l'aide fournie à la population du Burundi par l'Union européenne passait, jusqu'alors, par ces ONG. Le pouvoir ubuesque de NKURUNZIZA cherche ainsi à faire main basse sur l'un des rares secteurs de la société civile qu'il ne contrôlait pas ou qu'il n'avait pas détruit et qui apportait une aide essentielle à une population plongée dans la misère et la terreur.

Faut-il que la Communauté internationale continue à assister à ces situations, dans le silence et l'indifférence?

Le 28 septembre 2018, le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a par ailleurs décidé – sur proposition de l'Union européenne – de prolonger l'enquête sur les violations des droits humains au Burundi, pour un an. La commission d'enquête a toujours été empêchée par le pouvoir de se rendre sur place. Grâce aux documents recueillis, elle a néanmoins pu rendre



**mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples**

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

Tél. : 01 53 38 99 81 - Fax : 01 40 40 90 98 - Email : [direction@mrap.fr](mailto:direction@mrap.fr)

publiques, dans un rapport présenté en septembre 2018, plusieurs graves violations des droits humains dans ce pays.

Le MRAP encourage toutes les actions de solidarité avec la population burundaise auxquelles il se joint. Il dénonce la logique autoritaire et ethniciste du pouvoir ainsi que sa folle fuite en avant. Avec ce triste anniversaire, le MRAP constate que durant ce quart de siècle, le Burundi vit au rythme de massacres où la population est prise en otage et instrumentalisée par des dirigeants qui n'ont qu'un seul souci, se maintenir au pouvoir.

Paris, le 22 octobre 2018